

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERVAL NEGOCE

Route de Saint Lactencin
36500 Argy

Références : -
Code AIOT : 0010004468

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement FERVAL NEGOCE implanté Route de Saint Lactencin 36500 Argy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERVAL NEGOCE
- Route de Saint Lactencin 36500 Argy
- Code AIOT : 0010004468
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERVAL NEGOCE exploite des installations de stockage de céréales sur le territoire de la commune d'ARGY. Le site est notamment soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2002- E-

888 du 16 avril 2002 et de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les installations de stockage de céréales .

L'activité classée, au titre de la nomenclature des installations classées, est le stockage de céréales (rubrique n° 2160.2.a) sous le régime de l'autorisation, la quantité maximale stockée étant de 29 460 m³.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
5	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Entretien des moyens de protection incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande d'action corrective	2 mois
7	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 et 9	Demande d'action corrective	2 mois
9	Vérification de l'état de l'installation électrique	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	2 mois
10	Cloture du site	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article IV2B	Demande d'action corrective	2 mois
12	Moyens de défense incendie - disposition d'une réserve en eau	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article IV.7.F.r	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Liste des parcelles faisant partie de l'installation	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article I.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/01/2002, article I.3.A	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
8	Surveillance de la température	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet
11	Zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article IV.7.F.j	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2002, article I.3.A		
Thème(s) : Situation administrative, classement		
Prescription contrôlée :		
2160.2.a	Silos et installations de stockage de céréales et oléagineux (blé tendre, blé dur, orge, maïs, avoine, colza et tournesol) sous la forme de 16 cellules de stockage d'un volume unitaire de 1 800 m ³ et d'un boisseau de chargement ferroviaire d'un volume de 660 m ³ , soit un volume total de 29 460 m ³	Autorisation
Constats :		
L'exploitant a fourni en amont de l'inspection un état des stocks du silo 5 daté du 16/01/2026.		

Cet état des stocks donne :

- le tonnage stocké pour certaines cellules
- le taux de remplissage de la cellule pour d'autres (4/4)

Il précise que chaque cellule peut stocker 1300 tonnes. Lors de l'inspection, l'exploitant précise que cela correspond à 1300 tonnes de blé soit 1800m³ de capacité unitaire (valeur retenue comme la majorante pour le classement au titre de la rubrique 2160 ; en réalité d'autres céréales sont stockées).

L'exploitant précise par ailleurs qu'il peut être considéré un densité de 0,36 pour le tournesol stocké, 0,76 pour le maïs, 0,70 pour l'orge et 0,55 pour le colza.

En additionnant l'ensemble des volumes présentés, l'inspection constate que le silo stocke environ 20 000 m³ de grains, ce qui est inférieur aux 29 460 m³ autorisés.

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et des travaux

Prescription contrôlée :

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident

Constats :

L'exploitant précise en préambule que le système de management de la qualité-sécurité est commun à l'AIOT Villemont et l'AIOT Ferval Negoce.

Il présente la fiche type d'enregistrement des contrôles que l'exploitant précise réaliser semestriellement.

L'inspection consulte également la fiche correspondant à l'enregistrement du 7/01/2026.

Cette fiche regroupe les contrôles suivants:

- test de l'aspiration;
- test des détecteurs de défauts des équipements (déport, rotation, bourrage).

L'inspection note que la fiche ne précise pas la périodicité des contrôles ainsi que leur réalisation suite à travaux, ou arrêt des installations.

L'exploitant précise que les nettoyages du silo sont réalisés de manière hebdomadaire (sol) et complétés deux fois dans l'année par une société extérieure (zones difficilement accessibles, en hauteur et parois).

L'inspection a pu consulter l'enregistrement des nettoyages sur l'année 2025. Cela n'appelle aucune remarque.

Constat: Les documents fournis par l'exploitant ne précisent pas la fréquence des contrôles à réaliser sur les équipements de manutention et ne prennent pas en compte le cas des phases de travaux et d'arrêt de longue durée des équipements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommé désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

L'inspection a consulté le permis de feu délivré le 13/01/2026 pour des travaux sur le déport de sangle d'un élévateur.

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation. Le détail des tests réalisés lors de la visite est reporté en annexe. Constat : pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : L'exploitant précise que la bande du transporteur TB1, seul présent sur le site, date d'il y a plus de 15 ans (dernier changement avant 2012). Constat : l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que la bande du transporteur TB1 est non propagatrice de flammes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Entretien des moyens de protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 29/03/2004 : Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Article IV.7.F.r de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2002 :</p> <p>L'ensemble de ces dispositifs de lutte contre l'incendie doit être correctement entretenu et maintenu en bon état de marche. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de l'inspection du 27/03/2018 (NC6): la colonne sèche n'a jamais fait l'objet d'un contrôle.</p> <p>En préparation de l'inspection du 04/02/2026, l'exploitant a fourni les rapports de contrôle suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - extincteurs : réalisé le 25/03/2025 - 17 extincteurs. L'extincteur Silo niveau 0 et l'extincteur Passe-relle niveau 3 sont à changer (+ 10 ans); l'exploitant précise qu'ils ont été directement changés, ce qui a pu être observé sur site. - colonnes sèches : réalisé le 20/06/2025. <p>Aucun test en eau n'a été réalisé pour le silo 5. Lors de la visite, l'inspection constate que la colonne en question ne dispose pas d'étiquette de contrôle.</p> <p>Le constat de l'inspection du 27/03/2018 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat : la colonne sèche n'a pas fait l'objet d'un test en eau et ne dispose pas d'étiquette de contrôle périodique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 7 : Protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 et 9

Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre

Prescription contrôlée :

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale. [...]

Constats :

Constat de l'inspection du 27/03/2018: plusieurs non conformités sont relevées:

- NC1 : Les travaux relatifs aux installations de protection contre la foudre n'ont pas été effectués au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.
- NC2 : Les installations de protection contre la foudre n'ont pas été vérifiées de 2012 à 2015.
- NC3 : Aucune non-conformité relevée par l'organisme de contrôle n'a été levée dans le délai d'un mois suivant la vérification des installations de protection contre la foudre.

Dans sa réponse du 03/05/2018, l'exploitant précise plusieurs éléments:

- NC1: Les travaux initiaux de pose des installations de protection contre la foudre (2006) ont été effectués 5 ans avant la réalisation de l'ARF (2011) car celle-ci manquait au dossier. Cela permet de lever la non conformité.
- NC2: Les installations n'ont pas été vérifiées régulièrement dans les premières années. Depuis, elles le sont chaque année la dernière vérification date du 4 juillet 2018.
- NC3: Les non-conformités ne sont pas toutes levées dans le délai d'un mois, par contre des actions sont prévues pour les lever.

Lors de la visite du 04/02/2026 l'inspection a demandé le dernier rapport de contrôle de l'installation foudre. Celui-ci a été réalisé le 14/11/2025 par la société APAVE.

Le rapport met en évidence les points suivants:

- plusieurs mesures non réalisées : prise de terre non localisable sur la façade nord extérieur ; ca-
blettes d'interconnexion non localisées et regard sale au niveau de la façade sud, prise de terre
non localisable en façade sud;
- parafoudre inadapté au niveau du coffret général.

L'exploitant précise avoir réalisé des actions afin de permettre les mesures lors du prochain contrôle en 2026 et prévu de corriger le parafoudre au niveau du coffret général.

Le constat de l'inspection du 27/03/2018 n'est pas totalement satisfait.

Constat: des non conformité ne sont pas levées sur la protection foudre
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Surveillance de la température

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son système de suivi de la température sur le logiciel Javelot. Il y a 7 niveaux de capteurs par cellule.</p> <p>Le suivi est réalisé en continu et le logiciel permet, outre l'enregistrement continu des données, leur analyse (alerte sur les variations de température) et la programmation d'alertes qui peuvent être transmises par mail à l'exploitant.</p> <p>L'exploitant précise par ailleurs que les températures de consigne entraînant une alerte sont programmables et qu'en l'occurrence elles sont "dynamiques" (définies de manière différente suivant le mois concerné).</p>

La ventilation permettant le refroidissement des cellules peut quant à elle être asservie au logiciel permettant un suivi fin de la température.

L'exploitant précise que ce fonctionnement a été mis en place afin d'avoir une conservation des grains sans traitement mais que cela permet par ailleurs des bénéfices en termes de sécurité de l'installation.

Lors de l'inspection les températures ne dépassent pas les seuils définis; par exemple sur la cellule CF16, la température se situe entre 8 et 11,3 degrés pour des seuils d'alerte autour de 20 degrés.

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vérification de l'état de l'installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Risque électrique

Prescription contrôlée :

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Constats :

Constat de la visite du 27/03/2018 : NC5: il n'est pas remédié aux non-conformités relevées par l'organisme de contrôle sur les installations électriques dans les meilleurs délais. Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.

L'exploitant a fourni le rapport de contrôle annuel des installations électriques réalisé le 27/01/2025 par la société DEKRA.

3 non conformités sont détectées :

- Sensibilité de la protection différentielle non adaptée (déjà signalée).
- Appareils d'éclairages fixes et leur raccordement. : présence de dégradations mécaniques, luminaire complètement ouvert et degré de protection de l'enveloppe du câble d'alimentation inadapté (déjà signalée).
- Niveau 1 séparateur- tour de manutention silo - Câble d'alimentation de matériel électrique. : présence d'un câble volant sur chemin de câble partiellement isolé par des bornes "domino".

Lors de l'inspection l'exploitant précise avoir établi un plan de levée des non conformités. Il n'a toutefois pas fourni de justificatifs des actions menées.

Le constat de la visite du 27/03/2018 n'est pas satisfait.

Constat : l'exploitant ne présente pas de justificatifs de levée des non conformités électriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Cloture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article IV2B

Thème(s) : Autre, périmètre des activités

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, à l'exception du boisseau ferroviaire. La clôture ne doit être interrompue qu'au niveau des deux accès qui seront condamnables en dehors des périodes effectives d'exploitation. La clôture doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité, notamment pour permettre le passage des engins de secours. [...]

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate que la clôture englobe à la fois l'installation Ferval Negoce et l'installation Villemont situées à l'Est de la voie de chemin de fer.

Ainsi il est considéré que l'établissement Ferval Negoce n'est pas clôturé sur la totalité de sa périphérie dans la mesure où la circulation du site Villemont passe sur les voiries de l'installation Ferval Negoce.

Constat : l'établissement Ferval Negoce n'est pas clôturé sur la totalité de sa périphérie (hors boisseau ferroviaire).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article IV.7.F.j
Thème(s) : Risques accidentels, ATEX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives au sens de l'arrêté du 31 mars 1980 susmentionné, les installations électriques sont réduites à ce qui est nécessaire aux besoins de l'exploitation.</p> <p>Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et doivent satisfaire aux dispositions des réglementations en vigueur.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 susmentionné, l'exploitant est tenu de définir, sous sa responsabilité, les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit de façon permanente ou semi-permanente, dans le cadre du fonctionnement normal des installations, • soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée. <p>Ces zones sont appelées, dans les prescriptions qui suivent, respectivement zones de type I et zones de type II.</p> <p>Dans les zones ainsi définies, les installations électriques doivent être réduites à celles strictement nécessaires aux besoins de l'exploitation.</p> <p>Dans les zones de type I, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosibles et installées conformément à l'arrêté du 19 décembre 1988 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques sur les emplacements présentant des risques d'explosion.</p>

Dans les zones de type II, les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions visées à l'alinéa précédent, soit être constituées de matériel de bonne qualité industrielle qui en service normal n'engendre ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Dans les zones de type I ou de type II définies par l'exploitant conformément aux prescriptions précitées, et s'il n'existe pas de matériel spécifique répondant aux prescriptions particulières à ces zones, l'exploitant définit sous sa responsabilité les règles à respecter compte-tenu des normes en vigueur et des règles de l'art pour prévenir les dangers existant dans ces zones.
[...]

Constats :

L'exploitant a présenté le plan de zonage ATEX de son installation. Il n'appelle aucune remarque de la part de l'inspection.

Sur site l'inspection a consulté, par sondage, les plaques d'identification de deux moteurs (celui de TB1 et celui de E3). Il sont tous les deux IP55, donc compatibles avec leur zonage ATEX (21).

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens de défense incendie - disposition d'une réserve en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article IV.7.F.r

Thème(s) : Risques accidentels, reserve en eau

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Dans ce cadre, l'exploitant doit disposer d'une réserve de 125 m³ d'eau, accessible en toute circonstance afin d'assurer la mise en œuvre aisée des engins des sapeurs pompiers et la manipulation du matériel. L'accès devra être assuré par une voie engin de 3 m de large, stationnement exclu.

Le réseau d'eau incendie doit être conforme aux normes et aux réglementations en vigueur. Les canalisations constituant le réseau d'incendie doivent être spécifiquement dédiées. Leurs sections doivent être calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement du silo.

Constats :

NC7 de l'inspection du 27/03/2018 : Aucune réserve d'eau n'est présente sur le site.

Réponse de l'exploitant du 03/05/2018 :

"Le site en entier est clos et fermé à clé chaque soir mais cette clôture englobe la partie Villemont qui jouxte Ferval Négoces.

Une clôture entre les Ets Villemont et Ferval Négoces est faisable mais elle aurait un double inconvénient : d'une part elle limiterait l'accès aux ressources en eau situées dans la cuve aérienne et au poteau d'incendie côté Nord et à la lagune côté sud de l'établissement pour Ferval Négoces ; d'autre part elle créerait deux barrières supplémentaires pour l'accès à la ressource en eau contenue par la lagune pour les Ets Villemont. Ce choix ne me paraît pas opportun d'autant que le but de la clôture est d'éviter les intrusions fortuites ce qui est déjà assuré à l'heure actuelle.

Je pense qu'une modification de l'arrêté d'autorisation d'exploiter sur ce point permettrait d'atteindre les objectifs visés par la norme sans pour autant entraver l'accès aux ressources en eau disponibles sur le site."

Le plan des zones à risques fourni par l'exploitant met en évidence la présence de 3 réserves d'eau au sein de l'installation Villemont : une de 120 m³ à moins de 50 m du silo Ferval Négoces, une de 240 m³ à environ 200 m (à vol d'oiseau mais peu accessible du fait de la ligne ferroviaire) et une dont la capacité n'est pas définie à environ 200 m.

Le constat de la visite du 27/03/2018 est toujours d'actualité lors de la visite du 04/06/2026. Toutefois l'inspection note que des volumes d'eau sont disponibles à proximité du site Ferval Négoces sur l'installation contiguë Villemont.

L'inspection indique à l'exploitant qu'il doit justifier de la disponibilité et de l'accessibilité en toute circonstance aux réserves d'eau situées sur le site Villemont (convention d'accès).

Constat : l'exploitant ne justifie pas de la suffisance, de la disponibilité et de l'accessibilité des réserves d'eau existantes au sein de l'installation Villemont pour l'installation Ferval Négoces.

Demander à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Liste des parcelles faisant partie de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article I.1

Thème(s) : Situation administrative, Cadastre

Prescription contrôlée :

La société FERVAL NEGOCE dont le siège social est situé à ARGY (36500) est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter les installations classées visées par l'article I.3.A du présent arrêté dans son établissement situé sur le territoire de la com-

mune d'ARGY, section ZN n° 99, 100 et 102 du plan cadastral.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni le plan des installations sur lequel sont distinguées les installations exploitées par la société Villemont et celles exploitées par la société Ferval Negoce.

Sur ce plan, les parcelles exploitées par la société Ferval Negoce sont :

- silo 5 et ses environs (parcelles 99, 100, 101,102);
- voie ferrée et poste de chargement (parcelle 103, 108, 1179, 110, 124, 128).

L'exploitant précise toutefois que ce plan se base sur les parcelles cadastrales et que dans les faits, seul le silo 5 et le poste de chargement train font partie de l'installation Ferval Negoce.

L'inspection, lors de sa visite, constate que des activités de l'installation Villemont sont réalisées sur des parcelles contenues dans l'autorisation de Ferval Negoce (parcelle 99 notamment avec une zone de stockage).

Constat: d'après le plan fourni, l'installation s'étend sur des parcelles non listées par l'arrêté d'autorisation. Par ailleurs, des activités sont réalisées par un tiers dans l'emprise de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois